

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2023



Halte à l'immigration incontrôlée 3

Un changement de cap dans la politique d'asile est indispensable.



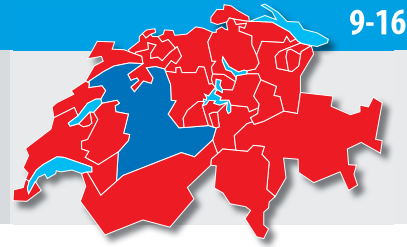
Stop aux dérives des activistes 7

La gauche veut nous rééduquer en limitant nos pensées, nos paroles et le contenu de nos repas.



Canton de Berne 9-16

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des États.



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Quelle Suisse voulons-nous ? Quelle Suisse ne voulons-nous pas ?

C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Vous avez le choix.

Voulons-nous nous contenter d'observer l'arrivée de quelque 80'000 personnes supplémentaires chaque année dans notre petite Suisse ? Voulons-nous une Suisse bétonnée de 10 millions d'habitants ? Ou voulons-nous à nouveau décider nous-mêmes qui vient dans notre pays et qui ne vient pas ? La situation ne peut continuer ainsi, sinon notre belle Suisse va s'effondrer. La Confédération à elle seule prévoit cette année

plus de 4 milliards de francs de dépenses pour l'asile. Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an ! A cela s'ajoutent les coûts dans les cantons pour les logements, la caisse maladie, l'aide sociale, l'exécution des peines, etc. Ces requérants d'asile, jeunes et pour la plupart, originaires d'Afrique et de pays arabes, vivent aux frais de la population active. Est-ce bien là ce que nous voulons ? Et pourtant, de

nombreux Suisses ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie ni leurs loyers. Activistes climatiques, folie du genre, culture de l'interdit de la gauche rose-verte : des minorités radicales veulent nous dicter comment nous devons vivre, si nous pouvons encore manger de la viande, où nous passerons nos vacances ... Ces minorités veulent nous interdire de conduire et bannir les panneaux de si-

gnalisation routière jugés « trop masculins ». Elles tentent d'influencer les enfants et les écoliers avec leurs idéologies moralisantes. Pourtant, près d'un quart des jeunes en fin de scolarité ne savent plus lire, écrire et calculer correctement. Quelle Suisse voulons-nous ? Immigration démesurée, chaos de l'asile, crise énergétique, hausse massive des prix et diminution du pouvoir d'achat, pénurie de logements, pro-

blèmes dans les écoles, violence croissante dans les rues ... Ou une Suisse dans laquelle les femmes, les enfants et les jeunes peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, dans laquelle le travail est rémunéré, dans laquelle les profiteurs de l'asile et les criminels doivent quitter le pays ?

En tant que parti du peuple, notre choix est clair : nous nous engageons pour un avenir sûr et libre.



Pour un avenir sûr et libre !



« Je suis maman de deux enfants et je souhaite qu'ils puissent profiter d'une école qui se charge de transmettre un savoir, une base chrétienne et un environnement sécurisé pour mes enfants dans leur propre pays. J'aimerais qu'ils grandissent dans une Suisse fière de ce qu'elle est. C'est pourquoi je vote UDC ! »

Voilà pourquoi je vote UDC le 22 octobre



Un choix décisif, pour un avenir sûr et libre

Il faut absolument éviter tout nouveau virage à gauche le 22 octobre. Sinon, notre beau pays s'effondrera. Si l'UDC gagne, la Suisse gagne.



Par **Marcel Dettling**, conseiller national, agriculteur, Oberberg (SZ)

tant que premier parti du pays, ne parvient pas à stopper la politique désastreuse de la gauche rose-verte. L'explication est simple : nous avons certes le plus grand groupe parlementaire au parlement, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que les autres partis, de la gauche jusqu'au centre, sont de mèche. C'est pourquoi il est crucial de créer de nouvelles majorités.

Le 22 octobre, allez voter, pour un avenir sûr et libre.



Afin que la Suisse reste la Suisse, votez et faites voter UDC.

Quelle direction prendra la Suisse ces prochaines années ? Voulons-nous une Suisse de l'interdit, avec toujours plus de prescriptions, de mise sous tutelle et de rééducation forcée ? Voulons-nous des impôts toujours plus élevés et moins d'argent pour vivre ? Voulons-nous encore plus d'activistes climatiques de mains collées dans les rues et de folie du genre dans nos écoles ? Voulons-nous continuer à avoir une immigration sans frein, un chaos total en matière d'asile et une Suisse à 10 millions d'habitants ? Tout cela – et bien plus encore – se produira si la gauche rose-verte remporte à nouveau les élections cet automne.

Il n'y a qu'une alternative à ce scénario catastrophe : l'UDC doit être renforcée. Des citoyens inquiets me demandent parfois pourquoi l'UDC, en

Ce qui menace en cas de victoire de la gauche rose-verte

Un chaos sans fin en matière d'asile

Des frontières ouvertes sans contrôle, encore plus de profiteurs de l'asile et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards : voilà ce qui nous attend en cas de victoire de la gauche. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider veut même faire venir des demandeurs d'asile directement en Suisse par avion. Son parti, le PS, demande que les migrants du monde entier puissent être accueillis indépendamment de leur statut d'asile, avec un accès sans condition à tout notre Etat social.

Délires prohibitionnistes climatiques

La politique climatique de la gauche rose-verte est un désastre : nous manquons d'électricité et les prix de l'énergie explosent. L'UDC a réussi à faire échouer la coûteuse et inutile loi sur le CO², mais les partisans de cette dernière sont arrivés à leurs fins en promettant qu'il n'y aurait pas d'interdictions ni de nouvelles taxes avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité (loi sur le climat). Le dimanche même de la votation, le co-président du PS Cédric Wermuth et le président des Verts Balthasar Glättli ont laissé tomber les masques et ont immédiatement annoncé qu'il fallait se diriger vers de nouvelles interdictions et prescriptions.

Le bradage de la patrie

Si la gauche rose-verte gagne, elle conduira la Suisse dans l'UE et dans l'OTAN. Son but est d'abolir la neutralité et de livrer des armes et des munitions suisses dans des régions en guerre, mettant ainsi en danger notre sécurité, notre paix et notre stabilité ; elle veut brader notre patrie. Nous devons nous y opposer résolument. Luttons ensemble pour un avenir sûr et libre !

Renforçons la sécurité grâce à l'UDC

L'Europe est en guerre, mais l'armée n'est plus en mesure de défendre la Suisse. La sécurité intérieure est également menacée. Ce n'est qu'en votant pour l'UDC que nous pourrons faire de notre Suisse un pays à nouveau sûr.



Par **Jean-Luc Addor**, conseiller national, membre de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), Savièse (VS)

Quel réveil brutal ! C'est à nouveau la guerre en Europe – avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat.

Le choc est profond, mais salutaire. Il est enfin clair pour tous que la chute du mur de Berlin en 1989 n'était pas synonyme de paix éternelle sur le Vieux Continent. Des guerres, même con-

ventionnelles, sont possibles à tout moment. La Suisse doit aussi s'y préparer.

L'armée a été mise à mal

Au cours des dernières décennies, l'armée a été systématiquement malmenée et en a perdu sa capacité de défense. En 1990, 1,34% du produit intérieur brut (PIB) était encore investi dans l'armée ; en 2019, ce n'était plus que 0,67%. Nous dépensons aujourd'hui même plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture.

Cela doit être corrigé au plus vite et l'UDC est le seul parti à le demander depuis des années. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée à 1% du PIB d'ici 2030, une étape importante et nécessaire pour que l'armée atteigne l'équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

La Suisse n'est plus un pays sûr

La sécurité intérieure n'est pas non plus à négliger. La criminalité a fortement augmenté. Les cambriolages, les vols, la violence, les menaces, les viols, les émeutes comme récemment à Lausanne, la criminalité étrangère importée, etc. ont rendu la Suisse peu sûre. En abandonnant la neutralité, nous en

rajoutons une couche et mettons encore plus en danger la paix et la stabilité.

Il faut mettre fin à ce marasme en matière de politique de sécurité. Nous ne pourrions y parvenir qu'en votant pour l'UDC le 22 octobre, pour une Suisse sûre !



Editorial

Quelle Suisse voulons-nous ?



Chères Suissesses, chers Suisses,

Quelle Suisse voulons-nous ? Et surtout, quelle Suisse ne voulons-nous pas ? C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Nous avons le choix, vous avez le choix.

Je suis très inquiet. En juin, ma femme et notre fils sont rentrés à la maison le soir. Deux Maghrébins se trouvaient alors dans le jardin ; ils avaient déjà dévalisé la voiture. Ces hommes venaient du centre d'asile tout proche.

Ce n'est qu'un incident parmi tant d'autres en Suisse. Ces personnes n'ont rien à voir avec l'asile. Elles arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Pour la grande majorité, il s'agit de jeunes hommes originaires de pays africains et arabes. Ils choisissent leur pays d'asile, par exemple la Suisse, parce qu'ils savent qu'ici, il y a des prestations sociales et ils peuvent rester ad aeternam grâce à l'industrie de l'asile de la gauche rose-verte. Qui rejette ces abus vote UDC !

Notre prospérité ne va pas de soi

Je me fais du souci pour notre Suisse. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires arrivent dans notre pays. Cela correspond à la population du canton de Schaffhouse ou du canton du Jura. On entasse chaque année 80'000 personnes de plus dans notre petit pays. Je vous pose la question : voulons-nous une Suisse de 10 millions d'habitants ? Encore plus de terres agricoles bétonnées ? Des embouteillages interminables ? Avez-vous remarqué qu'il n'y a presque plus de logements avec des loyers abordables ou qu'il y a des salles de classe sans enfants suisses ?

Quelle Suisse voulons-nous ? Nous vivons dans un pays merveilleux. Mais notre prospérité, notre sécurité et notre liberté ne vont pas de soi. En tant que président de l'UDC, je peux vous l'assurer : nous nous engageons pour la Suisse. Nous ne nous laissons pas non plus intimider et appelons les problèmes par leur nom.

Nous nous engageons pour tous ceux qui font quelque chose dans notre pays et qui prennent des responsabilités, que ce soit au travail, dans la famille ou pour eux-mêmes. Prenons soin ensemble de notre Patrie.

Marco Chiesa
conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE | ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'141'027 |

Édition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, info@udc.ch |

Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, www.admin.ch, www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Pour un avenir sûr et libre

Votez UDC !



L'immigration incontrôlée détruit les chances pour l'avenir de nos enfants !

Voilà à quoi ressemble le quotidien d'un grand nombre d'écoles dans toute la Suisse. Exemple avec une classe de 24 élèves en secondaire : 1/3 des élèves a des problèmes de compréhension de langue, 1/3 a des problèmes d'apprentissage et 1/3 a des problèmes de comportement ou refuse de se soumettre à l'autorité des professeurs. L'enseignement et l'apprentissage ne sont plus assurés de façon optimale et les élèves performants voient ainsi la qualité de leur formation altérée !



Politique d'asile : un changement de cap est nécessaire

Bientôt 40 000 demandes d'asile, des communes surchargées et des autorités débordées : la situation dans le domaine de l'immigration est désolante. Même l'UE discute d'une réorientation de la politique d'asile. Toutefois, rien ne bouge dans la Berne fédérale. Quand le Conseil fédéral prendra-t-il enfin ses responsabilités ?



Par **Michaël Buffat**, conseiller national, membre de la commission des institutions politiques (CIP-N) de 2015 à 2023, Vuarrens (VD)

Les mouvements migratoires mondiaux augmentent massivement. Des centaines de milliers de personnes affluent en Europe. Ceux qui voyagent aussi loin le font généralement pour des raisons très claires : ces immigrés nous rejoignent certes par la voie de l'asile, mais ce sont en réalité des immigrés économiques. Ils sont en quête de profit et savent qu'une fois en Suisse, on peut y rester. Même sans motif d'asile, ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine. Un

séjour durable en Europe est garanti, «hamac social» compris.

Qui vient, reste

Au cours des 20 dernières années, 100'690 personnes ont été « admises à titre provisoire » malgré une demande d'asile rejetée. Presque toutes sont encore ici : 7'000 ont même obtenu le passeport suisse ! La plupart des immigrés en quête d'asile restent ici pour toujours et notre système d'asile offre toutes les conditions pour cela.

Les autorités détournent le regard et ne font rien pour corriger cette évolution négative. Depuis des années, nous dépensons des moyens financiers énormes pour l'application du droit d'asile, mais nous ne pouvons guère influencer qui vient en Suisse : « Ainsi, des personnes arrivent en Suisse pour un séjour plus ou moins long, alors que l'on ne voudrait pas vraiment qu'elles y viennent, compte tenu du marché du travail et de leur milieu social » (NZZ, 12.2.2003). Pour faire court : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. »

Réorientation de la politique d'asile

Les modifications procédurales ne suffisent plus à résoudre les problèmes dans le domaine de la migration. Nos lois sont dépassées. Nous devons changer fondamentalement de mentalité. Les immigrés potentiels ne doivent plus être incités à venir en Europe. Cela implique notamment l'externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.

L'UE veut à l'avenir mener ces procédures à la frontière extérieure de l'espace Schengen. Il n'est pas certain que cela suffise. La voie choisie par la Grande-Bretagne, qui consiste à mener toutes les procédures au Rwanda, semble plus prometteuse. Le gouvernement britannique veut ainsi dissuader les immigrés illégaux de traverser la Manche. La Suisse doit elle aussi s'attaquer à la délocalisation des pro-

cédures d'asile. C'est la seule façon de mettre un terme au trafic criminel de migrants et à la traite organisée des êtres humains.

Si nous mettons systématiquement l'accent de l'aide sur place, les personnes dans le besoin peuvent être aidées de manière plus ciblée. L'aide et la protection ne sont pas et ne doivent pas être synonymes d'accueil.

La jeune victime de Penthaz venait de fêter ses 18 ans

La jeune victime et son meurtrier présumé se sont disputés devant son lieu de travail, à Penthaz (VD). Elle était d'origine turque, plus exactement kurde, comme son agresseur de 17 ans, de nationalité suisse selon le communiqué de la police cantonale, qui l'a frappée à l'arme blanche. L'auteur des coups de couteau s'est ensuite rendu au Denner de Penthaz, où il aurait commis un vol. Il s'est ensuite dirigé vers la gare. Il a été arrêté près des rails, où le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) de la police cantonale est intervenu.



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème vote UDC le 22 octobre

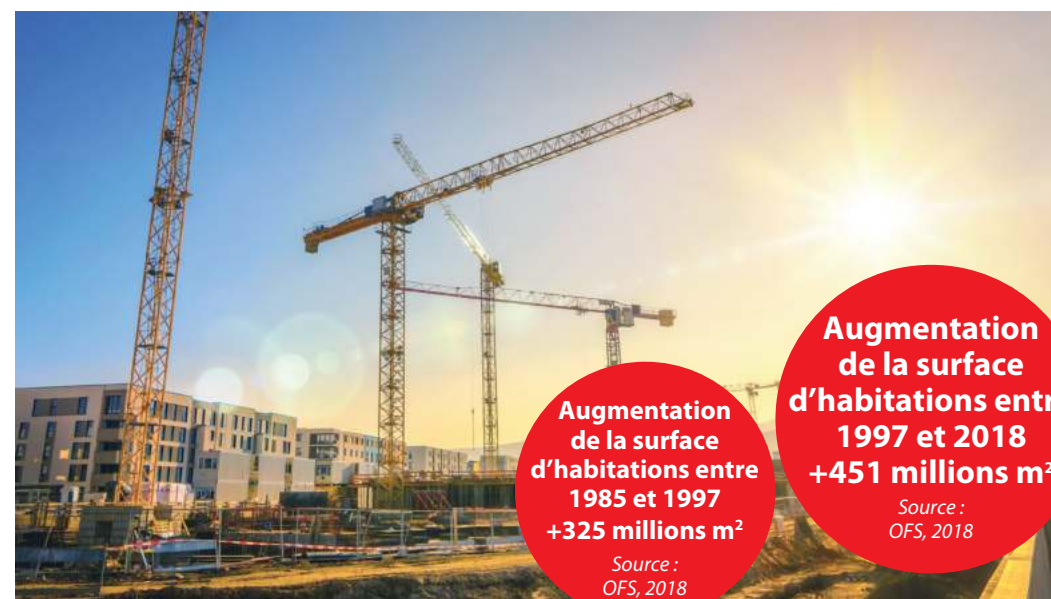


L'immigration de masse ces 15 dernières années a considérablement péjoré la situation de la population suisse dans presque tous les domaines :

Bétonnage du territoire

Le bétonnage de nos paysages s'accompagne d'une perte massive de terres agricoles. Chaque jour en Suisse, l'équivalent de 9 terrains de football sont construits pour de nouvelles surfaces d'habitation. Dans le même temps, l'équivalent de 13 terrains de football de prairies et de terres agricoles disparaissent. Cela conduit à un mitage du territoire et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires locales et saines.

Chacun peut constater la transformation dramatique de la Suisse ces dernières décennies. Le Plateau est en grande partie victime d'une orgie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée. 80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année un canton de Schaffhouse en plus en Suisse ; et l'on s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts. Notre pays devient étroit, bruyant et gris.



Saturation et coûts élevés du système de santé

Dans ce domaine également, l'immigration de masse entraîne une hausse des coûts. Les 180'000 personnes supplémentaires arrivées en Suisse l'année dernière font appel à des médecins, des dentistes, des hôpitaux, des maisons de retraite, etc. Il est donc également clair que le manque de personnel qualifié, notamment dans le secteur de la santé, est une conséquence auto-infligée.

Hausse des primes entre 2000 et 2020



Crise du logement

En raison de l'immigration effrénée, il n'y a pratiquement plus de logements libres et abordables dans notre pays. Les personnes disposant d'un revenu normal, les familles, les familles monoparentales et les personnes âgées sont les plus touchées par cette situation.



Source: Blick - 28.02.2023

Immigration nette en provenance de l'UE, des Etats tiers, de l'asile et des personnes protégées en 2022 : plus 180'000 personnes en une année !

A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales. Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord. Personne ne sait où se trouvent ces personnes

Violence et criminalité importées

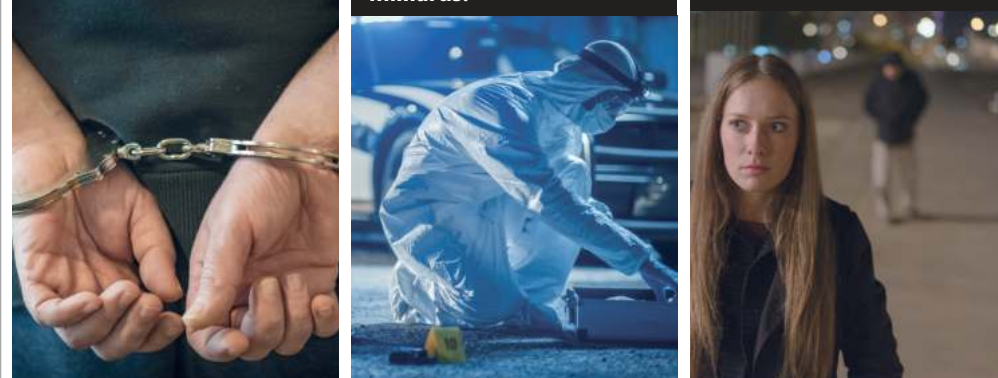
Les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, y compris pour les délits graves, dans les prisons, ainsi que dans les cas de violences domestiques, par rapport à leur proportion dans la population totale. Ainsi, une étude de l'université de Zurich publiée en novembre 2022 montre que les classes de seconde B connaissent une augmentation sans précédent des agressions sexuelles sur les filles. Selon le responsable de l'étude, cela est dû au «milieu à faible niveau d'éducation et à forte composante migratoire». Il s'agit d'un «problème de migrations».

La Suisse avait autrefois une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse organisée par des bandes de passeurs. La Bernese fédérale empêche l'application de l'initiative pour l'expulsion systématique des criminels étrangers, acceptée par le peuple. Cette association toxique conduit à une «nouvelle normalité» dans notre pays :

71% des détenus dans les prisons suisses sont des étrangers. En Europe : 15%

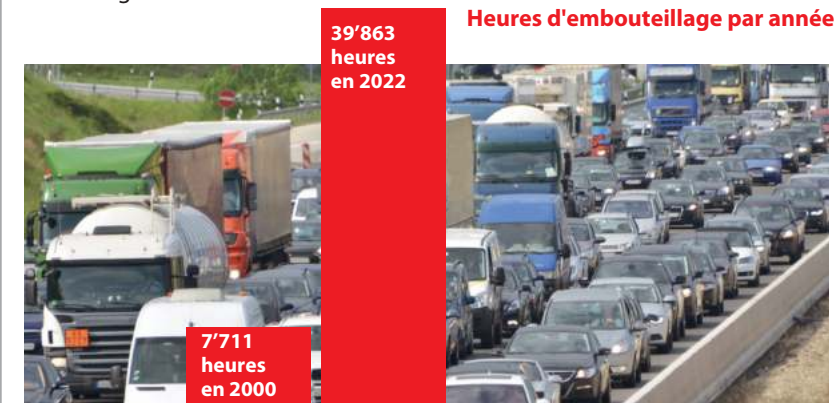
56% des homicides sont commis par des étrangers. Enquête, aide aux victimes, procédure pénale et incarcération coûtent des milliards.

57% des viols sont commis par des étrangers ou des demandeurs d'asile. Les femmes peuvent de moins en moins sortir en sécurité la nuit.



Les infrastructures sont asphyxiées

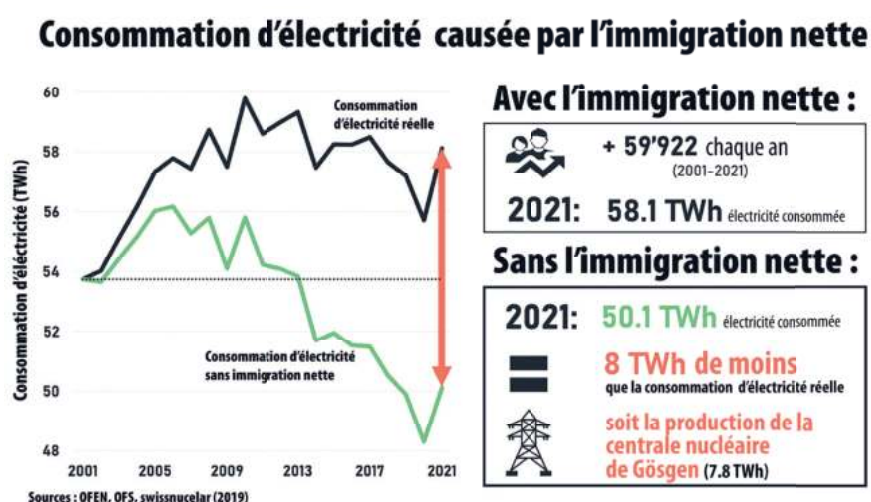
Les heures d'embouteillage sur les routes ont été multipliées par cinq en l'espace de 20 ans ! Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration, on s'en prend aux automobilistes suisses avec encore plus de taxes, notamment sur les carburants, et plus de chicanes. Avec leur politique anti-voiture, la gauche et les activistes du climat causent un immense chaos sur nos routes. Dans les transports publics aussi, nous arrivons à saturation en raison de l'immigration démesurée.



Source: OFROU - Trafic et disponibilité des routes nationales, OFS 2022

Consommation d'électricité et d'énergie

Plus de personnes signifie plus de consommation d'électricité, donc des prix de l'électricité plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque «nouvelle ville» créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité. Ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. Comment subvenir à ces besoins excédentaires en électricité ? La réponse n'est aujourd'hui pas claire.



Sources: OFEN, OFS, swissmeter (2019)

Le niveau de formation en chute libre

Les enfants suisses deviennent une minorité. Près de la moitié des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration. C'est plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Même en Australie terre traditionnellement d'immigration, ce taux est nettement inférieur, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un ménage issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses. Dans de nombreuses classes suisses, la part des enfants qui ne parlent pas une des langues nationales dépasse les 50%. Des études indiquent qu'à partir d'un taux de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire et comprendre correctement.



Explosion des coûts sociaux

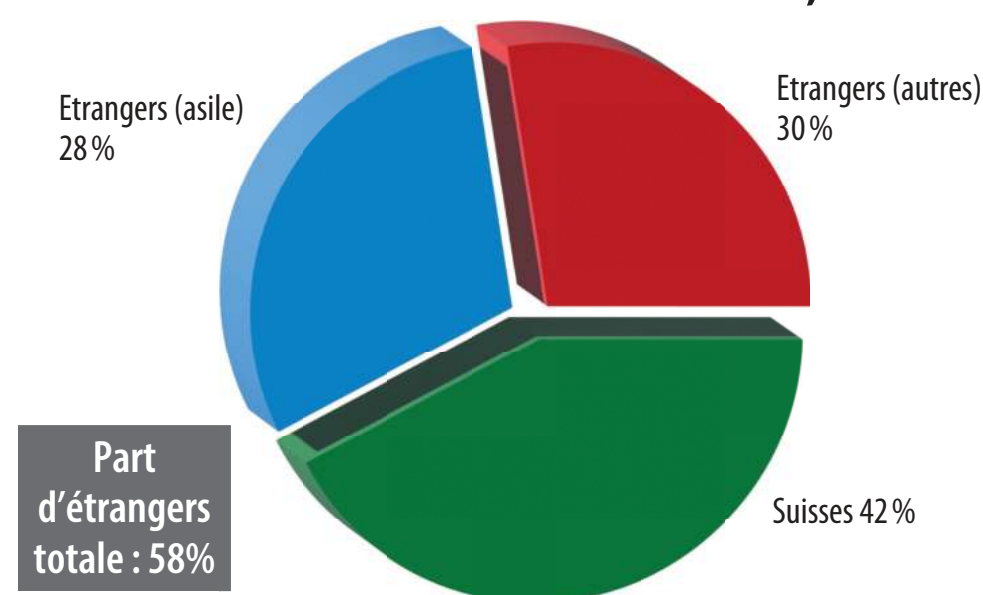
Les étrangers perçoivent beaucoup plus souvent des allocations de chômage et des prestations sociales. On assiste à une immigration qui coûte plusieurs milliards de francs à l'État social suisse. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a, à lui seul, littéralement explosé ces dernières années, avec plus de 38'000 bénéficiaires. 34,6%, soit un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile/réfugiés, pèsent bien plus lourd sur l'État que les Suisses. Un quart de tous les bénéficiaires de l'aide sociale disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec un permis B).

37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants «admis provisoirement» avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais de la collectivité.

Le tableau est le même pour la caisse de chômage ; en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49,4%) que de Suisses (50,6%) au chômage. Les étrangers sont donc proportionnellement fortement surreprésentés dans la caisse de chômage, car deux fois plus nombreux à être au chômage que les Suisses.

Bénéficiaires de l'aide sociale, 2021



Perte de prospérité

La prospérité de la population suisse, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, n'augmente plus depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007.

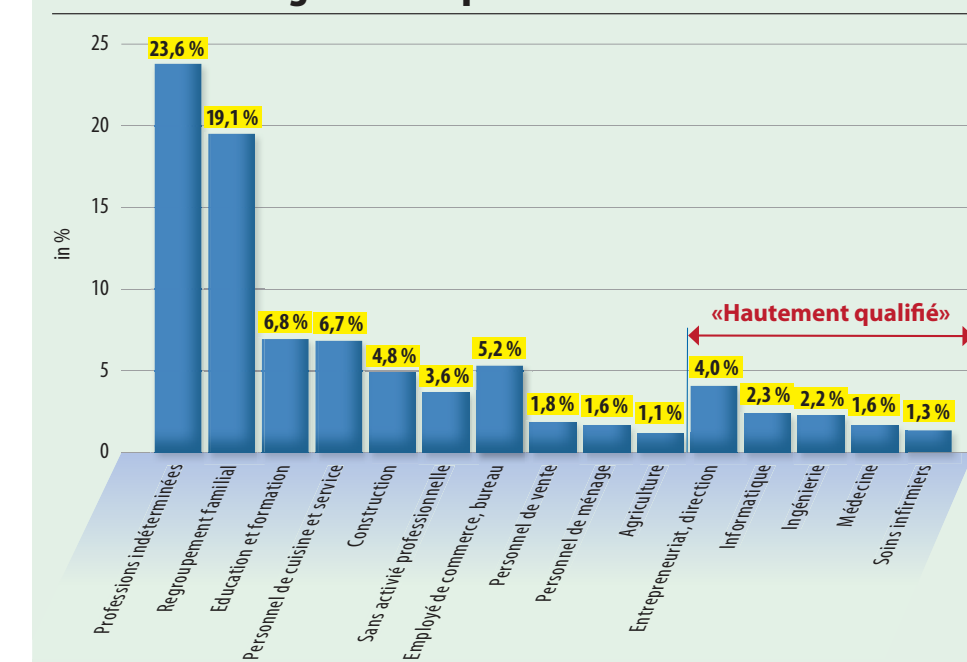
En d'autres termes, le gâteau reste pratiquement le même, mais les parts de ce gâteau sont toujours plus fines car divisées avec plus de monde.

On se plaint beaucoup de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée» en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas des spécialistes. Ce sont majoritairement des personnes issues du regroupement familial et des personnes non qualifiées. «Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes», titrait la «NZZ am Sonntag». Elle se référait à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise. Selon cette étude, à peine 20% des immigrés depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a une pé-

nurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule 1 personne sur 6 est même un spécialiste recherché. Au lieu des médecins et des informaticiens dont nous avons urgemment besoin, ce sont des personnes

non qualifiées et sans connaissances linguistiques suffisantes qui figurent en tête de la liste des professions des immigrés. La situation est en outre critique en ce qui concerne le regroupement familial :

Immigration en provenance de l'UE en 2022



Source: OFS, Immigration de la population résidente permanente et non permanente étrangère et immigration de la population résidente permanente par canton et motif d'immigration, présentation propre. Les données comparées se rapportent au titre social.

Sauvons ensemble notre belle Suisse



En tant qu'agriculteur et père de famille, je m'inquiète du bétonnage de nos terres agricoles. Durant les 30 dernières années, c'est 1m² de terres agricoles qui a disparu chaque seconde pour répondre aux besoins liés à l'augmentation de la population. La Suisse ne peut plus faire face à cette croissance démographique incontrôlée qui n'est ni durable ni raisonnable. L'année dernière, c'est plus de 180'000 personnes qui ont immigré en Suisse, ce qui représente plus que la population de Lausanne. Les infrastructures, les transports publics, les écoles et les logements sont saturés. Les terres agricoles, l'approvisionnement énergétique et les ressources en eau sont en danger.

C'est pourquoi l'initiative de durabilité «Pas de Suisse à 10 millions» a été lancée et nous comptons sur votre soutien. Nous voulons une immigration contrôlée et pas une immigration qui fasse plus de perdants que de gagnants. Ensemble, sauvons notre belle Suisse et préservons notre qualité de vie pendant qu'il est encore temps. Signez l'initiative sur la durabilité et motivez votre entourage à en faire de même.

Signez MAINTENANT l'initiative pour la durabilité : NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !



En raison de l'immigration incontrôlée dans notre pays, nous allons vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette véritable explosion démographique surcharge nos infrastructures, détruit notre nature et fait encore plus grimper les loyers. Après l'afflux de plus de 180'000 personnes en une seule année, il est temps d'agir.

Signez dès aujourd'hui l'initiative populaire pour la durabilité, jointe à ce journal. Merci.



«Nos enfants sont les plus grands perdants de notre politique d'asile ratée»

Les communes sont submergées par les demandeurs d'asile. Martina Bircher explique ce que cela coûte et les problèmes qui en découlent. La situation ne peut s'améliorer qu'en supprimant la possibilité de déposer des demandes d'asile sur le sol suisse.



Par **Martina Bircher**, conseillère nationale, Aargau (AG)

Vous êtes responsable des affaires sociales dans la commune d'Aargau (AG). Avez-vous encore des places disponibles pour les demandeurs d'asile ?

Non ; avec le centre d'hébergement cantonal pour demandeurs d'asile, nous dépassons notre objectif depuis des années et nous n'avons pas l'intention de créer des places supplémentaires.

Combien de demandeurs d'asile devez-vous prendre en charge et combien d'entre eux sont de véritables réfugiés au sens de la loi ?

Avec la procédure d'asile accélérée, les communes se voient attribuer principalement des étrangers admis à titre provisoire. Nous devrions accueillir 60 personnes, ce qui, avec les personnes ayant le statut S, représente un total de 130 personnes, auxquelles s'ajoutent toutes les personnes que la Confédération reconnaît comme réfugiés, notamment les Erythréens. Ceux-ci ont le libre choix de leur logement ; de fait cela fait encore 200 personnes.

Combien d'entre eux sont des familles, combien de jeunes hommes ?

Les personnes qui arrivent en Suisse par la voie de l'asile sont principalement des hommes. Mais comme la Confédération accorde le statut de réfugié à 40 % d'entre eux et l'admission provisoire à 20 % d'autres, les femmes et les enfants arrivent en Suisse plus tard, via le regroupement familial.

Combien de ces personnes vivent-elles de l'aide sociale ?

80 à 90 % vivent de l'aide sociale. Après 10 ans en Suisse, la moitié dépend encore de l'aide sociale. Notre système social garantit à chacun un logement, charges comprises, une assurance maladie, une franchise, une quote-part, d'autres frais de santé (p. ex. dentiste), de l'argent pour vivre ainsi que des prestations liées à la situation comme des meubles, des transports publics, etc. Nous avons de nombreux cas qui ont déjà coûté plus d'un demi million de francs à notre collectivité.

Combien les contribuables ont-ils dû déboursier pour le cas le plus coûteux ?

Nous avons eu une fois une femme érythréenne avec quatre enfants dans un foyer mère-enfant, pour un coût de 25'000 francs par mois. Lorsque l'APEA (Autorité de la protection de l'enfant et de l'adulte) intervient, et c'est malheureusement souvent le cas, cela devient très cher. Pour 130 à 150 francs de l'heure, on apprend aux étrangers comment faire les courses ou comment

préparer un goûter pour l'école. Lorsqu'il y a un placement à l'extérieur, nous parlons de coûts entre 7'000 et 15'000 francs par mois et par enfant. C'est l'autorité de protection de l'enfant qui ordonne tout cela, et la commune doit payer.

Les demandeurs d'asile trouvent-ils un emploi ?

Malheureusement, c'est difficile. Ces personnes sont souvent issues de cultures étrangères, n'ont pratiquement pas été scolarisées et les employeurs n'attendent pas ces « professionnels » là. La situation est encore aggravée par le fait que beaucoup ont de très nombreux enfants. Même s'ils trouvent un emploi, nous ne pouvons pas les retirer de l'aide sociale.

Dans de nombreuses

écoles, il n'y a pratiquement plus d'enfants qui ne sont pas issus de l'immigration. Quelle est la situation dans votre commune ?

Après les vacances d'été, nous introduisons un soutien précoce en allemand, car la plupart des enfants ne savent pas un mot d'allemand lorsqu'ils entrent au jardin d'enfants. Nous avons à chaque fois 100 enfants par année, 50 suisses et 50 étrangers. Malheureusement, plus de 50 % d'entre eux ont besoin d'un soutien précoce en allemand. Cela signifie que même les parents naturalisés ne parlent pas allemand à la maison avec leurs enfants. Il existe d'innombrables études qui prouvent qu'à partir d'un taux de non-germanophones de plus de 30 %, un enseignement scolaire de qualité

n'est pas possible. Nos propres enfants sont les plus grands perdants de cette politique d'asile et d'immigration ratée.

Vous demandez une réorientation de la politique d'asile. Qu'entendez-vous par là concrètement ?






Si Schengen-Dublin fonctionnait, la Suisse, entourée de pays sûrs, n'aurait pas une seule demande d'asile. Mais aujourd'hui, 60 % des demandeurs peuvent rester légalement en Suisse parce

que la Confédération ne les renvoie pas. 20 % restent là alors qu'ils devraient partir, et seuls 20 % sont effectivement expulsés. En d'autres termes, ceux qui prononcent le mot magique « asile » restent dans 80 % des cas en Suisse. Nous devons donc changer complètement le système : il ne doit plus être possible de déposer une demande d'asile en Suisse ; les procédures doivent être externalisées dans des pays tiers.



La non-intégration est avantageuse !

Ce que nous coûte l'industrie sociale de l'asile :


Dépenses directes pour une famille de 4 personnes bénéficiant de l'aide sociale dans le canton d'Argovie (tous les montants sont exonérés d'impôts !).

	Besoins de base pour 4 personne	26'472.00 CHF
	Logement	16'800.00 CHF
	Responsabilité civile	170.00 CHF
	Ménage	245.00 CHF
	Cotisations AVS	956.00 CHF
	Soins dentaires	3'500.00 CHF
	Quote-part	2'100.00 CHF
	Franchise	600.00 CHF
	Lunettes	150.00 CHF
	Camp scolaire	150.00 CHF

Coûts supplémentaires

	Programme d'intégration/occupation	7'200.00 CHF
	Cours de français	3'500.00 CHF
	Primes LAMal	11'920.00 CHF
	Administration, charges diverses	2'200.00 CHF

Revenus

	Allocations familiales	4'800.00 CHF
---	------------------------	--------------

Total de la prise en charge

		75'963.00 CHF
---	--	----------------------

Chaos de l'asile : cher, dangereux et injuste

Des jeunes hommes arrivent en Suisse du monde entier avec des bandes de passeurs criminels. Les cantons doivent louer des appartements à grand renfort d'argent public et mettent même des locataires suisses à la rue pour y parvenir. Les coûts explosent : rien qu'au niveau fédéral, plus de 4 milliards de francs – 5 % de toutes les dépenses fédérales – sont utilisés à cet effet ! Parallèlement, les vols, les actes de violence, le harcèlement, l'insécurité augmentent massivement.



Par **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l'UDC Suisse et conseillère nationale, Genève (GE)

Le chaos de la politique d'asile pèse sur la population suisse. Chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile arrivent dans notre pays avec l'aide de bandes de passeurs criminels. Les conséquences de cette politique irresponsable sont catastrophiques : trop

d'immigrés en quête d'asile proviennent de cultures qui oppriment les femmes, sont criminels et peu ou pas formés. Ces personnes sont difficilement intégrables.

Un Africain sur trois bénéficie de l'aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale originaires d'Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale atteint le chiffre sidérant de 34.6 % ! Un Africain sur trois qui pourrait travailler vit donc aux frais des contribuables suisses.

Jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, du Proche-Orient, etc.

Des jeunes hommes du monde entier arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Ils traversent des



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



pays sûrs et choisissent leur terre d'asile « à la carte », comme la Suisse par exemple. Pourquoi ? Car ils peuvent vivre ici aux frais de la collectivité et sont rarement renvoyés dans leur pays d'origine. Cela engendre des coûts énormes et des problèmes conséquents pour nos œuvres sociales, notre système de santé, nos écoles, la police et la justice.

Celui qui vient en Suisse y reste

Le chaos de l'asile se manifeste également dans l'application de la loi. Cela vaut en particulier pour les personnes dites « admises à titre provisoire ». Elles devraient en fait quitter la Suisse, mais ne peuvent soi-disant pas être expulsées. Entre 2011 et 2021, 65'126 personnes ont reçu une admission provisoire ; seules 112 d'entre elles ont

effectivement dû quitter la Suisse au cours de ces 10 années. Les autres restent ici et vivent généralement aux dépens de la population active ou entrent dans la clandestinité.

Il faut maintenant mettre fin à ce chaos de l'asile !

2023: plus de 4 milliards de francs de coûts pour la seule Confédération (sans compter les cantons et les communes, dont les coûts s'ajoutent aux 4 milliards) ! Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an (ou 1'800 francs par famille de 4 personnes)

Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2021:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2022:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2023 (budget):

Environ 1,5 milliard de francs
Environ 2,4 milliards de francs
Plus de 4 milliards de francs

NON à la folie du genre, OUI à la liberté !

Vous aussi, ces nouvelles formes d'écriture avec points médians et autres symboles vous agacent ? Sous couvert de tolérance, une minorité tente ici de nous rééduquer par le langage et par le comportement. Les revendications de plus en plus extrêmes de cette minorité s'attaquent à nos valeurs de liberté, raison pour laquelle nous devons nous y opposer résolument.



Par **Esther Friedli**, conseillère aux Etats, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

Depuis quelque temps, nous entendons régulièrement des termes tels que « genre », « woke » ou encore « cancel culture ». Beaucoup d'entre nous peinent à s'imaginer le sens de ces termes ou alors n'y voient guère de grand danger. Pourtant, ce qui semble en apparence inoffensif est en vérité extrêmement inquiétant. Ces termes sont nés dans les universités américaines, chez des personnes qui se considèrent comme faisant partie de « l'élite », tolérantes et de gauche.

Cette idéologie s'imisce insidieusement dans notre quotidien, par des détails parfois sans grande importance en apparence, comme la sup-

pression du personnage aux traits d'origine africaine sur les paquets de riz d'une grande marque connue.

Parfois, c'est plus inquiétant : en raison d'une prétendue « appropriation culturelle », des musiciens à la peau blanche jouant du reggae ont vu leur concert interrompu et ont été déprogrammés parce qu'ils portaient des « dreadlocks » et que pour les « chantres de la tolérance de gauche », cette coiffure ne peut être portée que par des personnes noires de peau.

Pire encore, dans les écoles, de plus en plus d'étudiants rapportent que l'utilisation d'un langage dit « non-sexiste » dans la rédaction de leurs travaux (comprenez : dénué autant que possible de distinctions de genre) est de rigueur, sous peine de voir leurs notes réduites !

« **L'idéologie du genre s'imisce de plus en plus dans la politique**

Une excoissance de cette idéologie de gauche rose-verte urbaine est « le genre ». Cette idéologie part du principe que l'on n'a pas un sexe à la naissance,

mais que l'on peut choisir librement son sexe (expression de genre) ; selon ces théories, les genres ne se cantonnent guère au nombre de deux (femme et homme) mais se déclinent en plusieurs dizaines.

Ces lubies sont hélas toujours plus présentes dans les médias. Pour ne pas discriminer ou « offenser » qui que ce soit, on décline les mots sous toutes leurs coutures par le biais d'une écriture dite « inclusive » ; « ami » devient alors « ami.e.x.s », « politicien » devient « politicien.ne.x.s », etc. Même les administrations publiques pratiquent ce style lourd ; la question de la lisibilité et de la compréhension de la langue française est alors relayée au second plan (et c'est pareil dans les autres

langues nationales, comme l'allemand par exemple) ; l'essentiel est que personne ne ressente quoi que ce soit de négatif à la lecture. De fait, la langue devient de plus en plus incompréhensible avec ses nombreux caractères spéciaux, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés de lecture ou d'expression ainsi que pour les per-

« **Seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.** »



Totalement inutile et onéreux : les moralistes du genre de la gauche rose-verte veulent remplacer les panneaux de signalisation par des panneaux « genrés ».

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.

Les genres deviennent arbitraires

Cette folie du genre ne se traduit pas que dans le langage, mais également dans les questions politiques ; dans les villes de Zurich et de Lucerne, un tiers des toilettes des écoles doivent être « gender neutral » (neutres de genre). On supprime même les urinoirs, exclusivement masculins. Dans certaines écoles, on préconise même « d'essayer un autre sexe » ou encore de ne pas donner de nom aux enfants à leur naissance. Nos enfants, mineurs, sont exposés à ces dérives sans même le consen-

tement de leurs parents. Il existe cela dit une toute petite minorité de personnes qui naissent dans les mauvais corps et dont les problèmes doivent être pris au sérieux. Cela est-il une raison pour étendre ces préoccupations à l'ensemble de la société ? La question de savoir si l'on est né dans le bon ou le mauvais corps doit-elle se poser chez tout le monde ? Évidemment, non. Qu'est-ce que cela sera ensuite ? Où sont passés le bon sens et le pragmatisme ? En politique, seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.

L'approvisionnement alimentaire en denrées locales est menacé

La mission principale de l'agriculture suisse est inscrite dans la Constitution fédérale : l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires indigènes. Or, cet approvisionnement est aujourd'hui gravement menacé.



Par **Pierre-André Page**, conseiller national, maître-agriculteur, Châttonnaye (FR)

Les familles paysannes apportent une contribution importante à notre sécurité alimentaire. Pourtant, en cas de crise, nous ne pourrions plus nourrir aujourd'hui qu'une personne sur deux en Suisse. C'est ce que démontre ce que l'on appelle le « taux d'autosuffisance », qui mesure en pourcentage la part de nos besoins alimentaires encore produite en Suisse. En 2020, ce taux n'était déjà plus que de 49% net.

Le taux d'autosuffisance a chuté de plus de 10% au cours des 20 dernières années. La raison principale est la forte croissance démographique : +1,5 million d'habitants depuis 2002. La Suisse est de plus en plus bétonnée ; la surface urbanisée a augmenté de 31% depuis 1980, au détriment de la sur-



Les crises de ces dernières années et de ces derniers mois ont rappelé l'importance d'une agriculture productrice suisse forte.

face agricole. La surface arable par habitant n'est que de 470 m² en Suisse. A titre de comparaison, elle est de 1'500 m² en Autriche et de 1'410 m² en Allemagne.

La deuxième raison pour laquelle nous produisons de moins en moins de denrées alimentaires en Suisse est liée aux prescriptions écologiques ; en raison de la politique agricole actuelle, environ 20% des terres cultivées en Suisse sont aujourd'hui exploitées de manière extensive : il y a donc beaucoup d'écologie, mais peu de production.

Si nous voulons éviter à l'avenir une dépendance totale de l'étranger en matière d'approvisionnement alimentaire, le taux d'auto-approvisionnement ne doit pas continuer à baisser, mais doit au contraire augmenter à nouveau. **Nous n'y parviendrons qu'en stoppant la croissance démographique et en réorientant la politique agricole vers la production.**

Embouteillages et activistes du climat

Chaque jour, nous sommes pris dans les bouchons ; la cause principale en est l'immigration de masse. Les dommages économiques engendrés se chiffrent en milliards. Mais la politique de mobilité de la gauche rose-verte et les abus des activistes du climat, constitués de chicanes à tout-va, causent également des ravages.



Par **Thomas Bläsi**, conseiller national, pharmacien et entrepreneur, Genève (GE)

L'immigration démesurée a conduit à la saturation de nos infrastructures routières et ferroviaires que nous constatons quotidiennement avec les nombreux embouteillages sur nos routes. Depuis 1995, ce sont plus d'1,5 million de personnes qui ont immigré en Suisse ! Parallèlement, les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 !

Aux désagréments posés sur le plan personnel s'ajoutent les coûts massifs. En tant qu'entrepreneur et pharmacien à Genève, j'ai pleinement conscience des nombreux problèmes de la mobilité : chaque jour, 200'000 heures de retard s'accumulent sur les routes suisses. Le temps perdu coûte environ 3 milliards de francs par an à l'économie. Ce sont là les données les plus actuelles de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

La mobilité est le moteur de notre économie. Sans un retour à une immigration raisonnable et mesurée, notre prospérité est gravement menacée.

Le racket des automobilistes

De nombreux Suisses sont tributaires de la voiture : les familles, les pendulaires, les artisans, les habitants des zones rurales, etc. L'UDC s'oppose au racket des automobilistes : l'impôt sur les huiles minérales (y compris les surtaxes) représente à lui seul 1'570 francs par automobiliste et par an. S'ajoutent à cela l'impôt sur les véhicules à moteur (360 francs en moyenne), la vignette autoroutière (40 francs), l'impôt sur les automobiles, les taxes de stationnement public, etc ; chaque ménage possédant une voiture paie plus de 2'000 francs de taxes par an.

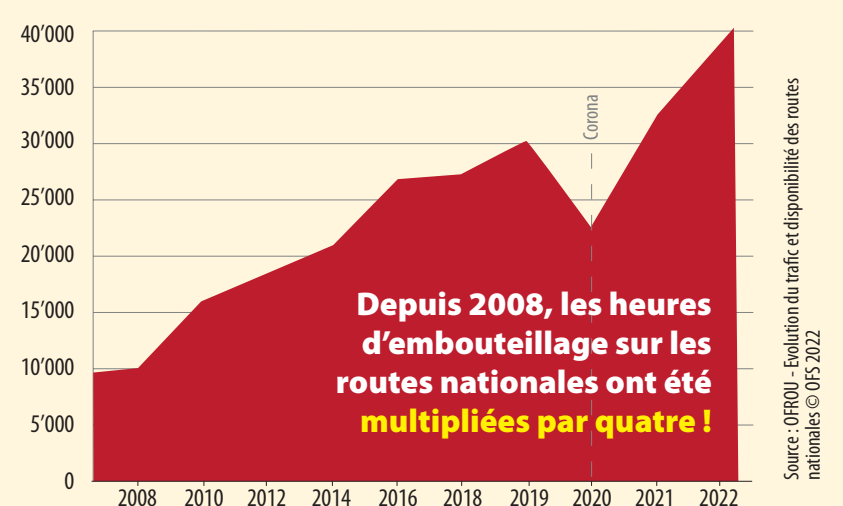
Mais visiblement, ce n'est pas encore assez pour les partis de la gauche rose-verte ; la cheffe du groupe parlementaire des Verts aux Chambres fédérales a demandé de rehausser le prix de l'essence à 5 francs par litre. Un plein d'essence coûterait ainsi environ 250 francs ! C'est inabordable pour la quasi-totalité des Suisses.

Le harcèlement des automobilistes par les activistes du climat

Les activistes du climat bloquent les routes et harcèlent la population active. C'est surtout dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte que l'on assiste à des politiques hostiles aux voitures : mises en sens unique, réduction des places de stationnement, zones 30 km/h sur les routes de transit, amendes à tout-va, tarifs de stationnement exorbitants, etc. On a parfois envie de faire une expérience : que se passerait-il si les artisans, les PME et les paysans faisaient grève pendant une semaine dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte ?

Qui en a marre de cette hostilité croissante contre la mobilité individuelle, vote UDC le 22 octobre !

Heures d'embouteillage 2008 - 2022



Voulons-nous d'une Suisse à 10 millions d'habitants ?

Toujours plus d'immigration, c'est toujours plus d'augmentation des loyers, de la criminalité étrangère, des bouchons sur les routes ainsi qu'une baisse du niveau d'éducation et de formation.



Avec une immigration contrôlée, nous protégeons nos enfants et préservons notre nature et notre Patrie où il fait bon vivre.



Vous avez le choix !

**Le 22 octobre, votez UDC !
Merci !**

Quiz électoral Participez et gagnez !

www.udc.ch/concours

01. Combien de personnes ont immigré en Suisse (solde net) en 2022 ?

180'000 = Vo
 90'000 = Re
 150'000 = Mi

02. A combien s'élèvent les coûts de l'asile pour la Confédération en 2023 ?

1 Mrd = i 2,5 Mrds = p
 4 Mrds = t

03. Quel est le but de la nouvelle initiative populaire de l'UDC ?

Expulser les criminels étrangers = l
 Pas de Suisse à 10 millions d'habitants = e

04. Quel est le but des théories du genre ?

Une mise sous tutelle politique = z
 Une meilleure orientation = p

05. Quel est le slogan électoral de l'UDC

Pour un avenir sûr et libre = U
 Pour un avenir libre et sûr = M

06. Combien y a-t-il de conseillers fédéraux UDC ?

Malheureusement aucun = EN
 Déjà 2 = DC

Participez au concours en ligne sur :
www.udc.ch/concours

Solution :

01. 02. 03. 04. 05. 06.

Cochez les bonnes réponses, inscrivez les lettres dans le bon ordre et renvoyez la solution jusqu'au 22 octobre 2023 au plus tard

1^{er} au 5^e prix : une invitation personnelle pour vous et un accompagnant au domicile de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui vous présentera en exclusivité sa collection privée des tableaux d'Anker et de Hodler !

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2023. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Une remise du prix en espèces n'est pas possible. Tout recours juridique est exclu.

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Merci de m'envoyer gratuitement le programme du parti
- Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.
- Je soutiens financièrement la campagne électorale de l'UDC (les dons peuvent être déduits jusqu'à un certain montant de l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal)
- Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- Merci de m'envoyer un bulletin de versement
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Localité _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

www.udc.ch

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

Werner Salzmann de nouveau au Conseil des Etats! 10

L'homme d'État s'est fait un nom au Palais fédéral, et pas seulement en tant qu'expert en sécurité.

Der Staatsmann hat sich im Bundeshaus nicht nur als Sicherheitsexperte einen Namen gemacht.



Notre équipe au Conseil national – 48 têtes pour notre canton! 12

L'UDC est un véritable parti populaire - nos candidats, très diversifiés, le prouvent.

Die SVP ist eine echte Volkspartei – unsere breitgefächerten Kandidierenden zeigen dies.



Comment voter pour la liberté et la sécurité? 16

Voici comment nous soutenir au mieux pour une Suisse libre et sûre.

So unterstützen Sie uns am besten für eine freie und sichere Schweiz.



Seule la liberté apporte la solution

L'UDC s'engage pour le maintien de la liberté et pour une Suisse auto-déterminée. En tant que parti populaire comptant le plus grand nombre de membres dans le canton et dans toute la Suisse, l'UDC a une responsabilité particulière envers la population.



Manfred Bühler, Conseiller national, président du parti, Cortébert

Le bien-être des familles, des entreprises, des associations et de la société est une préoccupation centrale de l'UDC depuis le début de son histoire plus que centenaire. La protection de l'environnement, qui figurait déjà dans le programme de notre parti alors qu'il n'était pas encore «in», en fait également partie. Ce n'est qu'en prenant soin du sol que l'on pourra assurer l'approvisionnement de la population à l'avenir également! Cela a toujours été important pour nous. La responsabilité individuelle est au cœur de cette démarche. Ce n'est pas à l'État

de prendre les choses en main, mais à la nation de volonté qu'est la Suisse. Malheureusement, nous constatons de plus en plus que la responsabilité individuelle est devenue un mot vide de sens. L'État impose de plus en plus de règles. Les propriétaires fonciers et immobiliers ne peuvent plus transformer leur bien et l'utiliser de manière optimale parce que la protection des monuments historiques et une jungle de prescriptions les entravent. Les entreprises ne peuvent plus se développer comme elles le souhaitent en fonction de leurs compétences clés, car

l'État veut les diriger. Les familles ont de moins en moins de moyens parce que les impôts, les taxes ou les redevances pèsent lourdement sur le budget. Les agriculteurs doivent vendre leurs produits de moins en moins cher, mais ne doivent pas utiliser de produits phytosanitaires.

En une phrase, on peut dire que la liberté est constamment attaquée. L'UE y contribue également. Il suffit de penser à la frénésie de réglementation qui prescrit même la courbure d'un concombre. Et maintenant, la Banque centrale européenne travaille intensivement avec d'autres banques centrales sur la monnaie électronique, afin de supprimer définitivement l'argent liquide et de permettre à l'État de contrôler directement tous les achats et les ventes. Le contrôle total de la population pourrait être activé simplement en appuyant sur un bouton. Non seulement chaque achat de produits alimentaires pourrait être directement contrôlé, mais il pourrait également être taxé ou soumis à des taxes sur les produits de luxe.

L'UDC ne veut pas de tout cela! En tant que parti le plus fort, nous estimons qu'il est de notre devoir de prendre les devants. Alors, si vous voulez continuer à vivre librement, votez UDC!

Pour une Suisse sans pénuries

La crise du coronavirus et la guerre en Ukraine ont entraîné un changement d'époque et montré que la Suisse peut également être touchée par des pénuries d'énergie et des goulets d'étranglement dans l'approvisionnement. Il faut réduire le flot de lois et renforcer la production nationale.



Barbara Josi, députée au Grand Conseil, présidente de groupe, Wimmis

Depuis la crise du coronavirus, il est clair que même en Suisse et en Europe occidentale, l'approvisionnement en denrées alimentaires, en énergie et en biens médicaux ne va pas de soi et qu'il peut y avoir des pénuries. Et en cas d'urgence, on ne peut pas compter sur nos pays voisins, ce sont des États qui font valoir leurs intérêts de manière dure et qui n'hésitent pas à retenir des livraisons qui seraient destinées à la Suisse. Le fait que nous ayons auparavant accueilli solidairement des patients étrangers atteints du coronavirus,

parce que leurs hôpitaux étaient débordés, n'a alors plus joué aucun rôle. C'est clair: chaque pays doit d'abord veiller à ce que ses habitants se portent bien! Je souhaite à la Suisse d'être plus sûre d'elle à cet égard.

L'important est que notre pays s'adapte à cette nouvelle ère. Au lieu de compter (naïvement) sur les pays voisins pour nous approvisionner en cas de pénurie d'électricité, il faut veiller, sans œillères idéologiques, à ce que la Suisse soit fondamentalement auto-suffisante en énergie. Le canton de Berne est sur la bonne voie avec le développement de l'énergie hydraulique au Grimsel. Au lieu de faire confiance aux chaînes d'approvisionnement mondiales, il faut à nouveau garantir l'approvisionnement en denrées alimentaires indigènes. Pour cela, il faut réduire les prescriptions qui limitent inutilement la productivité de nos exploitations agricoles. En outre, nos PME doivent à nouveau pouvoir se développer librement au lieu d'être étouffées par la jungle réglementaire. Nos représentants des arts et métiers et de l'agriculture au Grand Conseil et au Parlement fédéral s'engagent corps et âme dans ce sens.

Préparez-vous à agir, hommes et femmes – pour la liberté de la Suisse

Les élections auront lieu le 22 octobre 2023 et nous avons une large palette de candidates et de candidats qui méritent votre vote. Pourquoi?



Adelheid Rubi Huber, co-directrice de campagne, conseillère municipale, Hasliberg-Reuti

- Parce qu'ils sont prêts à donner de leur temps libre pour récolter des signatures contre toujours plus d'immigration.
- Parce qu'ils sont prêts à parcourir tout le canton pour écouter les gens et voir où le bât blesse.
- Parce qu'ils sont prêts à mettre leur nom en avant et à s'engager pour que nous ne devions pas donner toujours plus de nos économies pour un programme de gauche.

Nos femmes et nos hommes sur les listes 1 et 2 sont prêts. C'est un mélange éclectique: des jeunes aux plus âgés, des employés aux entrepreneurs, des artisans aux universitaires et des agriculteurs aux professions libérales, toutes les compétences sont représentées.

Vous aussi, chères électrices et chers électeurs, êtes-vous prêt(e)s à agir pour la liberté et la sécurité de notre pays? Nous serions heureux que vous nous souteniez dans notre engagement pour la Suisse.

En nous engageant ensemble, nous contribuerons à ce que demain encore, nous puissions décider librement de la manière dont nous parlons, de ce que nous mangeons ou de la façon dont nous habitons et voyageons de A à B. Nous pouvons faire quelque chose ensemble pour que de plus en plus de centres d'asile ne soient pas placés dans de petits villages contre la volonté de la population, comme à Wolfisberg, et pour que nos paysages ne soient pas de plus en plus mangés par les constructions à cause de

l'immigration.

Quiconque a voyagé dans le monde sait apprécier les qualités de la Suisse. Notre pays neutre jouit d'une bonne réputation. En tant que politicien, on est bien accueilli, l'attitude ferme à la table des négociations et l'attachement au terroir sont bien perçus. C'était le cas pour l'ancien conseiller fédéral Adolf Ogi, tout comme pour le conseiller fédéral Albert Rösti aujourd'hui. C'est ça, la politique suisse! Nous remercions tous ceux qui s'engagent avec nous pour le modèle de réussite suisse!



Andreas Aebi, co-directeur de campagne, président du Conseil national 2020/2021, Alchenstorf



Werner Salzmann – l'expert éprouvé

Qui ne connaît pas Werner Salzmann ? Il s'est fait un nom au Conseil national, puis au Conseil des États, en tant qu'analyste pondéré et gestionnaire de crise doté d'une grande capacité de diriger. Son engagement politique est motivé par les générations futures. Elles aussi doivent pouvoir vivre en liberté et en sécurité en Suisse.



Quand Werner Salzmann parle, il a quelque chose à dire, sinon il se tait et écoute. Il a la réputation d'être disponible 24 heures sur 24 lorsqu'on a besoin de lui, que ce soit dans le cadre professionnel, politique, associatif ou même familial. Derrière cela, il y a une bonne planification et une bonne organisation ainsi qu'un grand engagement pour la collectivité, mais aussi une forte cohésion familiale.

En tant que conseiller aux États, il devra actuellement s'occuper avant tout de l'affaire Credit Suisse. En tant que membre de la commission d'enquête parlementaire, il ne lâchera pas prise jusqu'à ce que les événements soient entièrement éclaircis.

Les problèmes actuels concernant la cybersécurité et le nécessaire rééquipement de l'armée sont tout aussi importants. Depuis la guerre en Ukraine, il est plus clair que jamais que les lacunes de la défense de la Suisse doivent être comblées.

✓ Un leadership et une fiabilité à toute épreuve

«La Confédération a besoin d'une cellule de crise qui fonctionne pour garantir la sécurité.»

Werner Salzmann a démontré très tôt sa capacité de leader dans différentes fonctions dirigeantes et au sein de l'armée. Dans la situation de guerre incertaine qui règne actuellement en Europe, il est une valeur sûre en tant que colonel et président de la Commission de la politique de sécurité.

✓ Ouvert sur le monde et expérimenté

«Nous devons travailler d'égal à égal avec tous les États du monde.»

Dans le cadre de ses fonctions en matière de politique de sécurité, Werner Salzmann se rend régulièrement à l'étranger au service de la Suisse. Il sait par expérience à quel point la neutralité suisse est importante, aujourd'hui encore.

✓ Compétent et juste

«La base de bonnes décisions politiques est une analyse objective de la situation et l'équité envers toutes les parties concernées.»

En tant que président d'association, mais aussi en tant que politicien, Werner Salzmann accorde une grande importance aux solutions viables et équitables. Elles sont la base d'un progrès durable et d'un développement sain.

✓ Engagé pour toutes les générations

«En tant qu'homme de famille, il est important pour moi que mes enfants aient eux aussi encore la liberté d'organiser leur vie et leur foyer de manière autonome et responsable.»

Au Conseil des États, Werner Salzmann s'oppose à toujours plus de réglementations qui entravent la vie quotidienne. Il s'engage en outre pour un assouplissement des dispositions en matière d'aménagement du territoire, afin que les familles d'artisans et d'agriculteurs ne soient pas entravées dans leur développement.

Werner Salzmann

- ▶ Né le 5 novembre 1962, marié, 4 enfants, 2 petits-enfants, Mülchi
- ▶ Ingénieur agronome HES, chef expert en agriculture
- ▶ Colonel à l'état-major de l'armée
- ▶ Président de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des États
- ▶ CEP Credit Suisse
- ▶ Président de l'Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture
- ▶ Président de l'Union maraîchère suisse
- ▶ Conseil d'administration du home médicalisé de Friesenberg
- ▶ Commission du Schulheim Schloss Erlach



www.werner-salzmann.ch

Photos: Keystone



Photo: Peter Schneider

au Conseil des États



Engagé dans l'action en tant que Conseiller aux États, dans les associations, au travail et dans la famille

Chères électrices, chers électeurs

Ayant grandi dans une ferme du Gurtendörfli, près de Berne, je connais aussi bien la ville que la campagne. En tant que Conseiller aux États, il est important pour moi que les Bernoises et les Bernois puissent habiter, vivre et travailler en toute sécurité dans notre beau canton, même en ces temps difficiles.

C'est pourquoi je m'engage au Palais fédéral pour la démocratie et la liberté, mais aussi pour une gestion sérieuse des crises!

Le gouvernement doit planifier à l'avance, tout en laissant toujours le dernier mot aux citoyennes et citoyens. C'est ainsi que l'on construit l'avenir en période difficile.

Merci beaucoup pour votre vote!

Votre Werner Salzmann



Coopération bourgeoise

Déjà en tant que président du parti de l'UDC bernoise, Werner Salzmann accordait une grande importance à la collaboration bourgeoise.

C'est ainsi que, grâce notamment à son engagement, les forces bourgeoises ont réussi à s'unir et à rétablir ainsi la majorité bourgeoise au Conseil-exécutif bernois. L'objectif déclaré de cette alliance est l'allègement fiscal dont le canton de Berne a un besoin urgent. En tant que Conseiller aux États, Werner Salzmann s'engage également en faveur de l'allègement de la charge fiscale des contribuables, de réglementations libérales et d'un aménagement du territoire libéral, afin que les entreprises puissent se développer.

Discussions entre bourgeois au Palais fédéral: Le Conseiller aux États **Werner Salzmann** avec le Conseiller aux États **Thierry Burkart**, président du PLR suisse



Lors d'une tribune commune dans la campagne électorale pour le Conseil des États: **Werner Salzmann**, Conseiller aux États, avec la candidate au Conseil des États et députée/présidente de la ville **Sandra Hess**, (PLR. Les Libéraux-Radicaux canton de Berne, Nidau)



Vivre de manière durable? C'est ce que nous faisons depuis longtemps!



Christine Gerber, députée au Grand Conseil, présidente de l'UDC Femmes du canton de Berne et présidente de la commune, Radelfingen

Je suis parfois étonnée de voir le nombre de vidéos sur la récupération d'aliments ou de vieux vêtements. En fait, c'est une bonne évolution que de vouloir moins gaspiller. Mais avec les mots-clés upcycling et économie circulaire, on ne fait en fait que remettre à la «mode» ce qui a toujours été normal pour nous.

Vous souvenez-vous comment on raccommodait autrefois les vêtements et comment on les transmettait au cadet suivant de la famille? D'ailleurs, il n'était pas toujours important de savoir s'il s'agissait de vêtements de fille ou de garçon. On était souvent content d'avoir quelque chose de chaud et de pratique à se mettre. Les vieux draps troués servaient encore de chiffons ou de matériel de rembourrage et les restes de la vieille étoffe servaient à confectionner quelque chose de nouveau. Avec la prospérité, on s'en est

d'abord moqué avant de l'oublier complètement. Aujourd'hui, on trouve sur le net de nombreuses instructions à ce sujet.

Chia ou graines de lin?

Nous pouvons aujourd'hui compter sur un riche assortiment d'aliments du monde entier, ce qui est un merveilleux enrichissement. Mais est-ce que cela va vraiment ensemble lorsque nous discutons de l'interdiction des vols et que nous misons en même temps sur les graines de chia d'Asie du

Sud-Est ou d'Amérique du Sud parce qu'elles sont à la mode en tant que so-disant super-aliment? Pourquoi pas les graines de lin, qui poussent également en Europe et sont tout aussi saines? Parce que cela ne semble pas si exotique? Pendant le covid, beaucoup appréciaient la proximité des magasins à la ferme, pourquoi pas maintenant, si nous voulons vivre de manière plus durable?

Cultiver les racines et la proximité!

Nous devrions tirer les leçons de l'évolution et ne pas rejeter les connaissances anciennes et le savoir-faire des personnes âgées sous prétexte que les temps ont changé. Prenons le meilleur de la recherche et des connaissances traditionnelles et construisons l'avenir sur cette base. Mettons l'accent sur les produits de la région et sur une agriculture productive. C'est cela la durabilité vécue et c'est cela l'UDC!



Des têtes expérimentées au



Manfred Bühler 01.01.5
www.manfredbuehler.ch

Avocat, Conseiller national, maire 1979 | Cortébert
Président UDC canton de Berne, président CA Clientis Bank Courtelary, président Action Liberté des Médias, comité BernBilingue, comité Association des propriétaires immobiliers canton de Berne et Bienne/Seeland, Membre Commission Motocross FMS



Lars Guggisberg 01.02.3
www.larsguggisberg.ch

Directeur de PME Bernoises / Conseiller national 1977 | marié | 2 enfants | Kirchlindach
Vice-président du TCS section Berne, comité de l'ASTAG section Berne, comité de bernsport, direction du parti UDC Suisse



Erich Hess 01.03.1
www.erichhess.ch

Entrepreneur, conducteur de camion / Conseiller national 1981 | Berne
Comm. de la politique de sécurité et CdG, vice-prés. Service de transport des samaritains Berne-Bienne-Thoune, ASTAG, Assoc. propr. immob., PME, UCI, Féd. des contribuables, Pro Libertate, PIKOM, BernAktiv



Nadja Umbricht Pieren 01.04.0
www.nadja-pieren.ch

Spécialiste en gestion brevet féd., éducatrice dipl. petite enfance, directrice d'entreprise / Conseillère nationale 1980 | mariée | 1 enfant | Kaltacker
Prés. Association des maraîchers Berne et Fribourg, prés. de l'Union Professionnelle de la Viande BE, prés. Auto-Secours-Suisse ASS, CA Emme AG (Radio Neo 1), CA Grimselbahn AG



Werner Salzmann 01.05.8
www.werner-salzmann.ch

Ing. agro. HES, chef expert agricole administration fiscale du canton de Berne / Conseiller aux Etats 1962 | marié | 4 enfants | Mülchi
Prés. Comm. de la politique de sécurité du CE, prés. de l'Union maraîchère suisse, prés. de l'Assoc. suisse pour l'équipement technique de l'agriculture, prés. d'honneur de l'Assoc. bernoise de tir sportif



Ueli Gfeller 01.11.2
www.ueligfeller.ch

Agriculteur (alpagiste) / député 1962 | marié | 2 enfants | Schangnau
Comité de la Fédération d'élevage de la race tachetée rouge de l'Emmental, Union des paysans bernois, Alpwirtschaft Bern, Lignum Holzwirtschaft Bern, club de yodleurs Hohgant, club de lutte Siehen, tireurs Schangnau



Nadja Günthör 01.12.1
www.nadja-guenthoer.ch

Formatrice, coach personnel diplômé / députée au Grand Conseil 1965 | mariée | Erlach
Présidente IG Region Erlach, comité consultatif du patrimoine paysager, Pays des Trois-Lacs, membre du conseil de fondation du centre pour personnes âgées Ins, membre de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (SBLV), membre de la commission scolaire, Gymnase Bienne-Seeland



Barbara Josi 01.13.9
www.barbarajosi.ch

Présidente du groupe parlementaire du Grand Conseil, commerçante / députée, présidente du conseil communal 1965 | mariée | Wimmis
Présidente de l'espace de développement de Thoune, présidente du conseil scolaire BZI Interlaken, comité directeur bâtisseur bernois



Thomas Knutti 01.14.7
www.thomas-knutti.ch

Agriculteur, chauffeur professionnel, entrepreneur / député 1973 | 1 enfant | Weissenburg
Prés. Assoc. pour la protection de la faune sauvage et des animaux de rente contre les prédateurs dans le canton de Berne, vice-prés. d'IG Anbindestall Schweiz, vice-prés. Assoc. pour une agriculture productive, ASTAG canton de Berne



Samuel Krähenbühl 01.15.5
www.samuel-kraehenbuehl.ch

Rédacteur en chef / député 1977 | Unterlangenegg
Prés. du CA de 3H44 AG (patinoire artif. d'Oberlangenegg), CD coop. d'alpage Grosser Mittelberg, CD de BernBilingue, CD de l'UDC Suisse, vice-prés. comm. du gymnase de Thoune, membre conseil scolaire de l'école seco. sup. de Berne, auteur de plusieurs livres



Martin Schlup 01.21.0
www.martin-schlup.ch

Maître agriculteur, conducteur de camion / député 1960 | 4 enfants | Schüpfen
Président de l'Inspection sociale du canton de Berne, président de l'association de l'agriculture productive, comité des propriétaires forestiers bernois



Hans Schori 01.22.8
www.hansschori.ch

Ingénieur agronome HES, militaire de carrière / maire, député 1961 | marié | 2 enfants | Wiler b. Seedorf
Comité seeland.biel/bienne, président de la Conférence spécialisée extraction, décharge et transport, chef de l'organe de conduite du Seeland, Pro Agricultura Seeland, organisation agricole du Seeland

Kanton Bern
Canton de Berne

Wahlzettel für die Nationalratswahlen 2023
Bulletin pour l'élection du Conseil national 2023

Z/C: L/B:

1 SVP (Frauen und Männer) (SVP)
UDC (femmes et hommes) (UDC)

Listenverbindung / Apparementement de listes: 1, 2, 24, 25
Unterlistenverbindung / Sous-apparementement de listes: 1, 2

01.01.5 Bühler Manfred , 1979, Rechtsanwalt, Cortébert (bisher)	01.13.9 Josi Barbara , 1965, Präsidentin Grossratsfraktion, Kauf-frau, Wimmis
01.02.3 Guggisberg Lars , 1977, Direktor Berner KMU, Kirchlindach (bisher)	01.14.7 Knutti Thomas , 1973, Landwirt, Unternehmer, Weissenburg
01.03.1 Hess Erich , 1981, Unternehmer, Lastwagenführer, Bern (bisher)	01.15.5 Krähenbühl Samuel , 1977, Grossrat, Chefredaktor, Unterlangenegg
01.04.0 Umbricht Pieren Nadja , 1980, Führungsfachfrau eidg. FA, dipl. Kleinkinderz., Kaltacker (bisher)	01.16.3 Lanz Raphael , 1968, Stadtpräsident, Unternehmer, Thun
01.05.8 Salzmann Werner , 1962, Ständerat, Chefexperte Landwirtschaft, Mülchi	01.17.1 Müller Mathias , 1970, Grossrat, Berufsoffizier, Orvin
01.06.6 Aebischer Verena , 1989, Grossrätin, Gemeindeführerin, Guggisberg	01.18.0 Rashiti Korab , 1986, Grossrat, Kaderangestellter SBB, Gerolfingen
01.07.4 Bösiger Beat , 1970, Grossrat, Unternehmer, Niederbipp	01.19.8 Riem Katja , 1996, Grossrätin, Agronomin FH, Kiesen
01.08.2 Fischer Ruedi , 1968, Grossrat, Präsident Schweizer Kartoffelproduzenten, Bätterkinden	01.20.1 Rüeggsegger Hans Jörg , 1970, Grossrat, dipl. Agro-Techniker HF, Riggisberg
01.09.1 Geissbühler-Strupler Sabina , 1950, Primar- und Turn-/Sportlehrerin, Herrenschwanden	01.21.0 Schlup Martin , 1960, Grossrat, Meisterlandwirt, Schüpfen
01.10.4 Gerber Markus , 1972, Meisterlandwirt, Präsident Swiss-herdbook, Bellelay	01.22.8 Schori Hans , 1961, Grossrat, Gemeindepräsident, Wiler b. Seedorf
01.11.2 Gfeller Ueli , 1962, Grossrat, Landwirt, Schangnau	01.23.6 Spahr Adrian , 1994, Polizist mit eidg. FA, Co-Präsident Junge SVP BE, Lengnau
01.12.1 Günthör Nadja , 1965, Grossrätin, Ausbilderin, Erlach	01.24.4 Wandfluh Ernst , 1976, Grossrat, Präsident Alpverein Bern, Kandergrund

Elections au Conseil des Etats du 22 octobre 2023

Kanton Bern
Canton de Berne

Muster

Wahlzettel
Ständeratswahlen vom 22. Oktober 2023

Bulletin
Élection du Conseil des États du 22 octobre 2023

1. *Werner Salzmann*

2. *Sandra Hess*



Conseil national



Verena Aebischer 01.06.6
www.verena-aebischer.ch

Secrétaire communale / députée
1989 | Guggisberg
Présidente de l'UDC Mittelland, secrétaire de l'association agricole Gantrisch, comité IG Ländlicher Raum, vice-présidente de l'association A+ (association pour le maintien des soins médicaux aigus à l'hôpital de Riggisberg)



Beat Bösigler 01.07.4
www.beat-boesiger.ch

Producteur de légumes, entrepreneur / député
1970 | marié | 2 enfants | Niederbipp
Vice-président de l'UDC du canton de Berne, comité de l'union maraichère suisse, comité des producteurs de légumes BE/FR/SO, grand comité de l'union des paysans bernois, PME bernoises, association économique de Haute-Argovie, président de l'association Pro Bike Oberaargau



Ruedi Fischer 01.08.2
www.fischerruedi.ch

Maître agriculteur diplômé, formateur d'apprentis / Conseiller municipal / député
1968 | marié | 2 enfants | Bätterkinden
Prés. de l'Union Suisse des producteurs de pommes de terre, vice-prés. de Swisspatat, Assoc. des maraichers Berne et Fribourg, comm. de planification Emmental, comité de la fromagerie Landshut, vice-prés. de l'approvisionnement en eau Hofbergli



Sabina Geissbühler-Strupler 01.09.1
www.sabina-geissbuehler.ch

Professeur de gymnastique et de sport avec diplôme fédéral, professeur de flûte à bec
1950 | mariée | 4 enfants | Herrenschwanden
Présidente de l'association suisse « Parents contre la drogue », Lignum Holzwirtschaft Bern, Alumni Sport Université de Berne, Suisse Rando, Pro Velo, association des Auberges de Jeunesse Suisses, Pro Schweiz, Pro Libertate



Markus Gerber 01.10.4
www.gerbermarkus.ch

Maître agriculteur / Maire de Saicourt
1972 | marié | 3 enfants | Bellelay
Président de Swissherdbook, membre de la chambre suisse d'agriculture de l'USP, président du CA de Suiselab SA, comité de la communauté de travail des éleveurs bovins suisses (CTEBS), vice-président de l'association des communes du Jura bernois. Bienne, bilingue engagé



Raphael Lanz 01.16.3
www.raphaellanz.ch

Maire et entrepreneur / député
1968 | marié | 3 filles | Thoune
Avocat bernois, docteur en droit, commission des finances, comité directeur de Volkswirtschaft Berner Oberland, CA Energie Thun AG, fondateur et président du CA Brasserie Thoun SA, PME bernoises, association des propriétaires immobiliers, union du commerce et de l'industrie



Mathias Müller 01.17.1
www.muellermathias.ch

Lic. phil., officier de carrière, colonel EMG, état-major du chef de l'armée / député
1970 | marié | 3 enfants | Orvin
Conseil de l'établissement pénitentiaire de Witzwil, Rotary Club Lyss-Aarberg (rédacteur), président d'honneur de la société des officiers Bienne-Seeland, PTA La Neuveville, PROTELL



Korab Rashiti 01.18.0

Responsable des systèmes de qualité des CFF / député
1986 | marié | 2 enfants | Gerolfingen
Institut Libéral, PROTELL, BitcoinAlps, PME Bienne-Seeland, président UDC Täuffelen-Gerolfingen-Hagneck



Katja Riem 01.19.8
www.katja-riem.ch

Viticultrice CFC, Agricultrice CFC, Agronome HES / députée
1996 | célibataire | Kiesen
Comité directeur de PME bernoises, union des paysans bernois (comité de l'association agricole de Konolfingen)



Hans Jörg Rüeeggger 01.20.1
www.hjrueeggger.ch

Agro-technicien diplômé ES / député
1970 | marié | 5 enfants | Riggisberg
Initiative Bois Berne, KSE Berne Association Gravier et Béton, fédération bernoise de la race tachetée rouge, PME bernoises, union des paysans bernois



Adrian Spahr 01.23.6

Policier avec brevet fédéral / Co-prés. Jeunes UDC BE
1994 | Longeau BE
Sergent de grenadiers de chars, vice-président de l'UDC de Longeau, commission de la police communale et de la sécurité publique de Longeau, comité de l'UDC du Seeland, comité des jeunes UDC suisses, TCS, club de lutte du Bas-Seeland, association des artisans et commerçants de Longeau-Pieterlen-Meinsberg, PROTELL, association des sous-officiers de Granges



Ernst Wandfluh-Häusler 01.24.4
ernstwandfluh.ch

Paysan de montagne / député
1976 | marié | 2 enfants | Kandergrund
Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT), président de la société d'économie alpestre de Berne, président de la CIMP (communauté d'intérêts des marchés publics), suppléant du conseil d'administration de Proviande, vice-président de la région de planification du Kandertal

«Nos objectifs pour une Suisse sûre et libre»

✓ La sécurité plutôt que la protection des délinquants

Le monde n'est pas devenu plus sûr, bien au contraire. Des guerres sont également possibles en Europe. La Suisse a besoin aujourd'hui d'une armée forte pour pouvoir se défendre. Notre pays est menacé par les migrants aux idées terroristes, par les cyberattaques et la criminalité en bande, par l'extrémisme d'exclusion de gauche et de droite et par la violence croissante. La police et la justice ne disposent pas d'instruments efficaces. Les délinquants sont laissés en liberté. Nous nous engageons pour :

- une armée moderne et endurante
- une justice sans gant de velours
- l'expulsion systématique des criminels étrangers

✓ L'argent des contribuables pour les soins plutôt que pour les abus en matière d'asile

Cette année, on s'attend à 40 000 nouvelles demandes d'asile. Les coûts explosent. Pour la première fois, nous dépensons plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture. Les logements deviennent également une denrée rare, les routes et les trains sont engorgés. Notre pays a besoin de spécialistes étrangers, mais pas de réfugiés économiques ni de personnes qui rejettent nos valeurs sociales. Nous demandons :

- une immigration axée sur les besoins de la Suisse
- une procédure d'exécution de l'asile équitable, mais conséquente et rapide
- l'expulsion des demandeurs d'asile déboutés

✓ Des écoles de qualité plutôt que des expériences éducatives

Les expériences en matière d'éducation ont échoué. Dans de nombreuses classes en Suisse alémanique, les élèves germanophones sont déjà en minorité et le manque de personnel qualifié s'accroît. De plus, les enseignants font défaut face aux problèmes dans les salles de classe. Au lieu d'introduire toujours plus de travail social à l'école, le système scolaire devrait à nouveau être organisé en fonction des performances et préparer à la vie et aux besoins de l'économie et de la société. Nous disons oui :

- à des écoles qui prennent également en compte les élèves normaux et surdoués
- à une formation axée sur la pratique et les performances, de l'école obligatoire à l'université
- au site de recherche de pointe de Berne

✓ La mobilité plutôt que les militants climatiques

Tout le monde ne dispose pas d'un vélo ou des transports publics. Les automobilistes ne doivent pas être de plus en plus harcelés. Nous sommes tous tributaires de voies de communication bien aménagées. Et avec l'augmentation de l'immigration, il faut toujours plus de capacités de transport ! C'est pourquoi nous nous battons :

- pour une cohabitation entre les transports publics, la mobilité douce et la voiture
- contre le mobility pricing et d'autres chicanes de circulation
- pour des capacités de transport suffisantes au lieu des embouteillages qui nuisent à l'environnement et à l'économie

Liste **1**



www.svp-bern.ch



Des têtes jeunes au Conseil



Nils Fiechter Kand.Nr. 02.01.1
www.nilsfiechter.ch

Oberwil i. S., 1996
Administrateur communal
Co-président JUUD Canton de Berne
Resp. stratégique JUUD Suisse
Comité UDC BE + Comité d'Egerkingen
secrétaire communal bernois diplômé



Maxime Ochsenbein Kand.Nr. 02.02.0
www.maximeochsenbein.ch

Bévilard, 1991
Directeur d'établissement médico-social
membre du Conseil général de Valbirse
membre du Conseil du Jura bernois,
député au Grand conseil



Janosch Weyermann Kand.Nr. 02.03.8

Janosch Weyermann
Berne, 1995
Conseiller municipal, gestionnaire en tourisme
ES, juge laïc, Vice-président du groupe, Président
JUUD ville de Berne, Comité PME Berne Ouest, Pro
Libertate, Samaritains bernois



Fabian Widmer Kand.Nr. 02.04.6

Riggisberg, 1989
Copropriétaire d'une PME, chef de projet
Comité directeur de l'UDC Mittelland
Handball, football, randonnée



Anissa Weyermann Kand.Nr. 02.05.4

Utzenstorf, 1998
Gestionnaire immobilier avec brevet fédéral



Laura Tauber Kand.Nr. 02.11.9

Zollikofen, 2005
Etudiante en économie BWD, stagiaire OFAC
Comité JUUD du canton de Berne
Blauring, lecture, randonnée, pâtisserie



Selina Becker Kand.Nr. 02.12.7

Emdthal, 1999
Étudiante en biologie
Peinture, voyages, écriture, tir



Yannik Beugger Kand.Nr. 02.13.5

Wichtrach, 1997
Employé de commerce, étudiant
Vice-président de l'UDC Wichtrach
Samaritains, tennis, CrossFit



Jason Boss Kand.Nr. 02.14.3

Bargen, 1996
Conducteur de camion
Voyages, hockey, football américain




Hannes Burkhalter Kand.Nr. 02.15.1

Lauperswil, 1991
Cuisinier
Cuisine, Kung Fu, Tir



Anaïs Ryser Kand.Nr. 02.21.6

Reconvilier, 2000
Horlogère CFC
Membre du comité directeur de l'UDC
Jura bernois
Voyage, Moto, Sport




Morris Weyermann Kand.Nr. 02.22.4

Sumiswald, 1999
Étudiant HEP Berne
Secrétaire de l'UDC Sumiswald
Badminton, films, jeux



Murielle Winkelmann Kand.Nr. 02.23.2

Limpach, 1996
Agricultrice CFC
Randonnée, ski, club de yodel



Raphael Zwahlen Kand.Nr. 02.24.1

Busswil b. Büren, 1988
Responsable de la gérance GalloSuisse,
Comité UDC Seeland,
Membre de l'Union des paysans bernois,
organisation agricole Seeland LOS, Association du
commerce et de l'industrie Section Lyss-Aarberg

Liste 2



Kanton Bern
Canton de Berne

Wahlzettel für die Nationalratswahlen 2023
Bulletin pour l'élection du Conseil national 2023

2 SVP (Junge SVP) (JSVP)
UDC (Jeunes UDC) (JUUD)

Listenverbindung / Apparementement de listes: 1, 2, 24, 25
Unterlistenverbindung / Sous-apparementement de listes: 1, 2

02.01.1 Fiechter Nils, 1996, Gemeindevorwarter, Co-Präsident JSVP Kanton Bern, Oberwil i.S.	02.13.5 Beugger Yannik, 1997, Kaufmann, Student, Wichtrach
02.02.0 Ochsenbein Maxime, 1991, Directeur d'établissement médico-social, Bévilard	02.14.3 Boss Jason, 1996, Lastwagenführer, Bargen
02.03.8 Weyermann Janosch, 1995, Stadtrat, Dipl. Tourismustachmann HF, Bern	02.15.1 Burkhalter Hannes, 1991, Koch, Lauperswil
02.04.6 Widmer Fabian, 1989, Mitinhaber KMU, Projektleiter, Riggisberg	02.16.0 Demierre Patrick, 1991, Eidg. dipl. Elektrinstallateur, Offizier, Biel/Bienne
02.05.4 Weyermann Anissa, 1998, Immobilienbewirtschafterin mit eidg. FA, Utzenstorf	02.17.8 Fasler Lukas, 2001, Automobilmechaniker Nutzfahrzeuge, Aarberg
02.06.2 Schneider Sandra, 1991, Kauffrau EFZ, Grossträtin, Biel/Bienne	02.18.6 Imbach Reto, 1995, Objektleiter Dachdecken, Lobsigen
02.07.1 Zimmermann Joel, 2004, Student Rechtswissenschaften, Generalsekretär JSVP, Ersigen	02.19.4 Lüthi Mike, 1994, Landwirt, Signau
02.08.9 Gartenmann Stephanie, 2002, Jura-Studentin, Wahlkreispräsidentin JSVP Oberland, Matten b. Interlaken	02.20.8 Pauli Jan, 1995, Plattenleger EFZ, Büren an der A
02.09.7 Käser Joelle, 2002, Medizinstudentin, Madiwil	02.21.6 Ryser Anaïs, 2000, Horlogère CFC, Reconvilier
02.10.1 Seemann Pascal, 1996, Technischer Hauswart, Münsingen	02.22.4 Weyermann Morris, 1999, Student PH Bern, Sumiswald
02.11.9 Tauber Laura, 2005, Lernende bwd WMB, Praktikantin BAZL, Zollikofen	02.23.2 Winkelmann Murielle, 1996, Landwirtin EFZ, Limpach
02.12.7 Becker Selina, 1999, Biologiestudentin, Emdthal	02.24.1 Zwahlen Raphael, 1988, Geschäftsleiter GalloSuisse, Vorstand SVP Seeland, Busswil

Kanton Bern
Canton de Berne

Muster

Wahlzettel
Ständeratswahlen vom 22. Oktober 2023

Bulletin
Élection du Conseil des États du 22 octobre 2023

1. *Werner Salzmann*

2. *Sandra Hess*

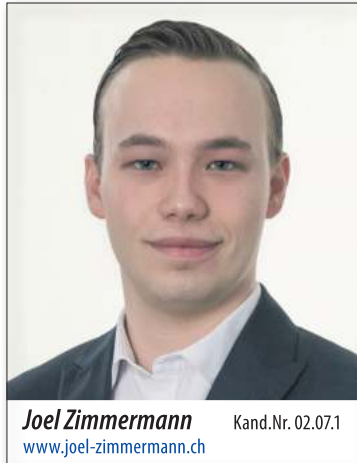


national



Sandra Schneider Kand.Nr. 02.06.2
www.sandraschneider.ch

Bienne, 1991
Employée de commerce CFC, députée
Conseillère de ville & présidente du groupe,
Comité des PME biennoises, ACS Berne,
Pro Libertate



Joel Zimmermann Kand.Nr. 02.07.1
www.joel-zimmermann.ch

Ersigen, 2004
Étudiant en droit
Secrétaire général JUDC
Président des Jeunes UDC Emmental,
Caissier de l'UDC Emmental,
Chasse, tir sportif, randonnée



Stephanie Gartenmann Kand.Nr. 02.08.9
www.stephanie-gartenmann.ch

Matten b. Interlaken, 2002
Étudiante en droit,
Présidente JUDC Oberland
Comité directeur JUDC Suisse
Équitation et ski



Joelle Käser Kand.Nr. 02.09.7

Madiswil, 2002
Étudiante en médecine
Comité des Jeunes UDC du canton de Berne
Musikgesellschaft, animaux, voyages



Pascal Seemann Kand.Nr. 02.10.1

Münsingen, 1996
Concierge technique
Comité UDC Münsingen et JUDC canton de Berne
Randonnée, football



Patrick Demierre Kand.Nr. 02.16.0
www.patrick-demierre.ch

Bienne, 1991
Installateur-électricien diplômé, officier
Comité de l'UDC Biel/Bienne, membre du comité
directeur, PME biennoises, PME bernoises et Junior
Chamber, International Bienne



Lukas Fasler Kand.Nr. 02.17.8

Aarberg, 2001
Mécatronicien d'automobiles véhicules utilitaires
Voyages, handball, moto



Reto Imbach Kand.Nr. 02.18.6

Lobsigen, 1995
Chef d'objet couverture de toit
Comité UDC Seedorf, commission
d'approvisionnement et d'élimination Seedorf,
Membre Regio Sapeurs-Pompier Aarberg
Gymnastique aux agrès



Mike Lüthi Kand.Nr. 02.19.4

Signau, 1994
Agriculteur, forestier, commerce de bois de
chauffage, Travaux à façon



Jan Pauli Kand.Nr. 02.20.8

Büren an der Aare, 1995
Carreleur CFC
Comité Türmliwilerzunft
Projets de forêt de montagne, randonnées, carnaval

Les jeunes UDC poursuivent sur la voie du succès – reconquérir la Suisse !

Les Jeunes UDC du canton de Berne se battent toujours avec succès contre les abus et la dérive de la politique vers la gauche. L'engagement pour les valeurs suisses est également au premier plan de la campagne électorale. Devise: reconquérir la Suisse.

Les Jeunes UDC du canton de Berne sont toujours très attentifs. Ils ont averti à juste titre que l'aire d'accueil pour les gens du voyage étrangers à Wileroltigen ne suffirait pas, et le Conseil-exécutif est effectivement déjà à la recherche d'autres aires – contrairement aux promesses faites lors de la campagne de votation ! Le Conseil-exécutif a également dû donner raison aux Jeunes UDC en ce qui concerne leur ingérence dans la campagne de votation sur le droit de vote à 16 ans: L'Association pour l'animation de jeunesse en milieu ouvert (VOJA), financée par les impôts, s'était massivement immiscée dans la campagne de votation. Elle a fait de la publicité pour le oui au droit de vote à 16 ans avec des déclarations vidéo, un argumentaire et une fiche d'information. Le 25 septembre 2022, les citoyens bernois ont malgré tout rejeté le projet de manière très nette avec 67,2%. Les Jeunes UDC ont toutefois déposé une intervention parlementaire (interpellation «Une campagne de votation aux frais de l'État?») au Grand Conseil. La réponse a été claire: le Conseil-exécutif donne raison aux préoccupations des Jeunes UDC sur tous les points. Dans sa réponse à l'interpellation, le gouverne-

ment cantonal bernois adresse même des reproches drastiques et insistants à la VOJA:

- «Dans le cas présent, la VOJA a mené sa propre campagne politique pro 'droit de vote à 16 ans', qui n'était pas conforme à ce principe d'équilibre politique.»
- «Le Conseil-exécutif défend la position selon laquelle l'indépendance politique ne peut pas être donnée en soi lorsque des institutions ou des associations financées par le canton mènent leurs propres campagnes de votation.»
- «Le Conseil-exécutif estime que la campagne politique unilatérale de l'association VOJA n'est pas admissible. Conformément au contrat de prestations, le principe de neutralité politique et idéologique doit également être respecté dans le cadre du travail de relations publiques.»
- «En cas de récurrence, les subventions cantonales seront réduites.»
- «Ce qui est délicat, c'est que la VOJA s'est fait le porte-parole d'une position sur cette question, alors que des positions différentes étaient également défendues parmi les jeunes.»

La réponse du Conseil-exécutif est un nouveau succès pour les Jeunes UDC

du canton de Berne, après le non populaire à plus de 2/3 au droit de vote à 16 ans. Adrian Spahr et Nils Fiechter, co-présidents du parti, estiment à ce sujet: «Le peuple nous a donné raison lors de la votation, le Conseil-exécutif en ce qui concerne l'inadmissibilité de la campagne pro-VOJA.»

L'engagement des jeunes UDC entraîne des répercussions sur d'autres cantons

Le verdict du canton de Berne déploie déjà ses effets sur les campagnes de votation dans d'autres cantons. Ainsi, le Parlement des jeunes argovien (qui est également alimenté par l'argent des contribuables) se laisse citer comme suit dans un communiqué de presse: «Dans le canton de Berne, une campagne d'une association financée par les pouvoirs publics a été réprimandée dans une réponse du Conseil d'Etat comme étant 'unilatérale et non neutre'. (...) Pour les raisons susmentionnées, le Parlement des jeunes retire avec effet immédiat son mot d'ordre en faveur du droit de vote à 16 ans. Nous souhaitons beaucoup de succès au comité pour ainsi qu'au comité contre du SRA16 et espérons une campagne électorale loyale.»

Reconquérir la Suisse

Les Jeunes UDC continueront à s'engager pour que les droits démocratiques et les valeurs suisses reviennent

au premier plan. Engagés contre la terreur du genre, contre le bradage du passeport suisse et contre toujours plus d'immigration: ou pour le dire en une phrase: regagnons notre Suisse!



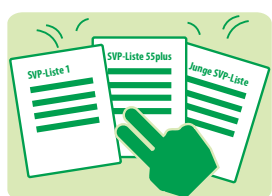


Élections au Conseil national et au Conseil des États 22 octobre 2023

Voici comment voter correctement!



- 1.** Ouvrez votre enveloppe de vote.



- 2.** **Conseil national:** Choisissez **une seule** des listes suivantes (une seule, sinon le vote n'est pas valable !):
- Liste 1 de l'UDC (femmes et hommes)
 - ou
 - Liste UDC 2 (Jeunes UDC)



- 3.** **Conseil des États:** Inscrivez sur le bulletin de vote pour le Conseil des États **Werner Salzmann** et, pour la voix bourgeoise non divisée, **Sandra Hess**.



- 4.** Placez la liste du Conseil national choisie et le bulletin de vote pour le Conseil des États rempli dans la petite enveloppe. Fermez la petite enveloppe.



- 5.** **IMPORTANT:** Signez la carte de légitimation.



- 6.** Placez la petite enveloppe et la carte de légitimation signée dans la grande enveloppe de manière à ce que l'adresse de la commune soit visible dans la fenêtre de l'enveloppe.



- 7.** Déposez l'enveloppe dans la boîte aux lettres de la commune ou envoyez-la par courrier A avant le 17 octobre.

Aller de A à B de manière efficace

Quiconque se déplace sur la route vote UDC, car l'UDC s'engage de manière cohérente et conséquente pour que chacun puisse se rendre facilement de A à B, sans être bloqué par des militants pour le climat et sans devoir payer toujours plus d'impôts, de taxes et de redevances.



Conseillère nationale **Nadja Umbricht Pieren**, Kaltacker

Chaque année, plus de 8 milliards de francs de taxes et d'impôts tombent dans les caisses de l'État et si l'UDC ne s'y était pas opposée avec succès, ce serait toujours plus. Ainsi, l'augmentation de l'impôt sur les véhicules à moteur, qui aurait même été appliquée aux voitures électriques, a pu être repoussée avec succès. Mais c'est aussi l'UDC qui s'est opposée à l'augmentation du prix de l'essence et aux vignettes. Les automobilistes, les camionneurs et les motocyclistes paient déjà suffisamment et ne doivent pas être accablés par des taxes et des impôts encore plus élevés.

Le fait est que de plus en plus de personnes dans notre pays entraînent de plus en plus de trafic. Les heures d'embouteillage ont doublé en seulement 10 ans – 40 000 heures d'embouteillage par an. Cela cause des dommages économiques qui se chiffrent en milliards. Il faut donc un développement ciblé des autoroutes, mais aussi une gestion de l'immigration ainsi que de l'innovation et du développement pour les nouvelles technologies. C'est pour cela que l'UDC s'engage.

Asile en Suisse et vacances à la maison?

La politique d'asile suisse de centre-gauche est un échec. Malgré des promesses contraires, notre pays accueille toujours plus de purs migrants économiques. Seule l'UDC s'y oppose!



Conseiller national **Erich Hess**, Berne

Les faux demandeurs d'asile vivent de prestations sociales somptueuses qui sont en fait destinées aux personnes dans le besoin et à celles dont la vie est menacée. Les vacances et les visites à la famille dans et hors du pays d'origine montrent qu'il ne s'agit pas de vrais réfugiés – un affront pour toutes les personnes réellement persécutées! Les profiteurs de ce système sont également les passeurs et l'«industrie de l'asile» locale, qui tirent profit de l'attitude négligente de la Confédération.

une pratique crédible de l'asile. Nous nous opposons à ce que des centaines de demandeurs d'asile soient logés dans de petits villages de campagne. Les communes et les cantons ne doivent plus souffrir du fait que la Confédération ne fait pas son travail. Les personnes qui n'ont pas droit à l'asile ou qui ont reçu une décision d'asile négative doivent être immédiatement expulsées.

Il est grand temps que le Conseil fédéral mise sur des procédures d'asile à l'étranger. Cela mettrait fin aux agissements des passeurs, profiterait aux véritables personnes dans le besoin et réduirait massivement les coûts pour le contribuable suisse.

L'UDC est le seul parti qui veut faire quelque chose contre les abus de notre système social et qui s'engage pour

Avez-vous des questions sur les élections?

Nous sommes là pour vous aider. Dès maintenant, vous pouvez nous demander des renseignements utiles!

Envoyez-nous votre question par courriel à sekretariat@svp-bern.ch

ou appelez-nous au **031 336 16 26**

@SVPUDCBE

@SVPUDCBE

@bernstark

@svpbernstark

@svpbe

www.svp-bern.ch

Restons fidèles à la Suisse, aussi à l'école!

Mes enfants connaissent Alfred Escher, mais pas grâce aux cours d'histoire à l'école. C'est plutôt grâce à la série de la SSR sur la construction du Gothard. Mais pourquoi de telles personnalités ne sont-elles plus guère abordées à l'école?



Conseiller national **Lars Guggisberg**, Kirchlindach

Je souhaite une école qui exige, encourage et transmet les bases de ce qui a fait de la Suisse la nation de volonté qu'elle est aujourd'hui. Je souhaite également une école qui prépare à la réalité du monde du travail. Nos enfants doivent apprendre à être compétitifs et à gagner leur vie eux-mêmes, plutôt que de compter sur l'État.

Les notes et les examens en font partie. Plus tard, sur le lieu de travail, le salaire comprend également une composante de performance. Nous pouvons imposer cela aux enfants. Dans ce contexte, nous devons trouver de nouvelles solutions pour les enfants ayant des besoins particuliers. Il n'est pas possible de continuer à voir de

plus en plus d'enseignants spécialisés entrer et sortir de la salle de classe et provoquer de la distraction. Le concept d'intégration à tout prix ne fonctionne pas si de plus en plus de besoins spéciaux doivent être satisfaits.

De même, fixer des quotas de maturités à la manière européenne ne nous fait pas avancer. **Notre formation professionnelle a fait ses preuves et l'on peut aller au moins aussi loin avec un apprentissage qu'avec des études.** Les spécialistes sont recherchés et cela se répercutera de plus en plus sur les salaires. Nous avons besoin de plus de courage pour le marché et la concurrence, et ce dès l'école!